



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

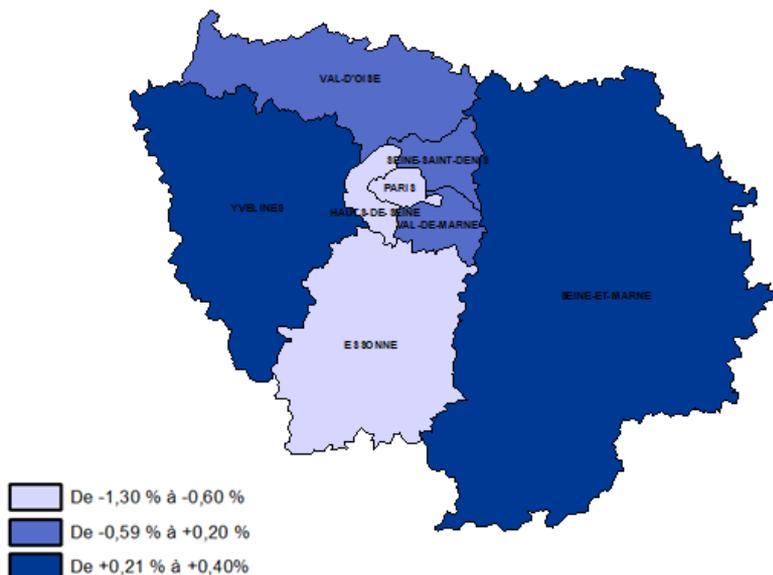
SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

2^e trimestre 2021

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 2^e trimestre 2021 (en %, données CVS-CJO)



- Au 2^e trimestre 2021, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens diminue par rapport au 1^{er} trimestre 2021 en catégorie A (-1,5 %) et en catégories A, B, C (-0,3 %).
- Le taux de chômage est stable au 1^{er} trimestre 2021, à 7,7 %.
- L'emploi salarié est quasi stable au 1^{er} trimestre 2021.
- L'activité partielle continue d'être mobilisée dans des proportions inédites malgré un léger recul du nombre d'heures autorisées à être chômées au 2^e trimestre 2021.
- Le nombre d'emplois menacés par des PSE ou des RCC diminue nettement par rapport au 1^{er} trimestre 2021.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise à jour des coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables pour l'année 2021 a révisé légèrement l'historique de certaines séries statistiques.
- La mise en place de nouvelles procédures de production a affecté la qualité des remontées d'information de Pôle emploi sur les variables du métier et de la qualification de l'emploi recherché. Dans l'attente d'un correctif, les statistiques consacrées aux métiers en tensions et aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont plus commentées.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- La prochaine publication sera disponible en août et portera sur le deuxième trimestre 2021. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Page 7-8 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 10 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 11 : Les demandeurs d'emploi de longue durée
et ceux ayant des droits au RSA

Page 12 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 13 : Le taux de chômage

Emploi

Page 14 : Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi

Page 15 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 16 : L'activité intérimaire

Page 17 : L'emploi salarié

Page 18 : L'emploi salarié par secteur

Tensions sur le marché du travail

Page 19 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Accompagnement des mutations économiques

Page 20 : Les demandes d'activité partielle

Page 21 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE)
et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 1 053 920 en moyenne sur le deuxième trimestre 2021. Parmi eux, 739 200 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

Après une année 2020 marquée par la crise sanitaire, la demande d'emploi en catégorie A diminue de 0,6 % au premier trimestre 2021, puis de 1,5 % au deuxième trimestre (contre -1,4 % en France métropolitaine).

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à cette baisse sont ceux de la « communication, information, art et spectacle », « gestion, administration des entreprises » et « hôtellerie, restauration, alimentation ».

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi diminue de nouveau au deuxième trimestre (-0,3 % contre -0,5 % en France métropolitaine). La baisse est plus prononcée pour les hommes (-0,4 %) et les jeunes (-1,0 %) que pour l'ensemble des demandeurs.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée se stabilise au deuxième trimestre 2021 (+0,2 %), après une progression continue depuis le premier trimestre 2020.

Le taux de chômage au sens du BIT est stable au premier trimestre 2021, à 7,7 % de la population active (7,8 % en France métropolitaine).

Emploi

La croissance du nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi se poursuit au deuxième trimestre 2021 (+18,2 % pour l'ensemble des offres et +23,1 % pour les offres durables).

Au premier trimestre 2021, le nombre de déclarations préalables à l'embauche est d'environ 1,3 million en Île-de-France, soit 23,7 % de moins qu'au premier trimestre 2020.

Après une reprise amorcée au deuxième trimestre 2020, l'emploi intérimaire francilien est en très légère baisse au premier trimestre 2021 (-0,5 %).

Au premier trimestre 2021, l'emploi salarié est quasi stable. La construction (+3 580) et l'intérim (-2 410) sont les secteurs qui enregistrent les plus fortes variations.

Tensions sur le marché du travail

Le marché du travail francilien enregistre 51 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au deuxième trimestre 2021. Ce taux de tension est plus élevé qu'au trimestre précédent (0,37).

Accompagnement des mutations économiques

Au deuxième trimestre 2021, environ 111 000 autorisations d'activité partielle ont été accordées dans le contexte de gestion de la crise sanitaire. Elles correspondent à un volume d'heures de travail autorisées à être chômées de 745 millions.

Au deuxième trimestre 2021, 67 plans de sauvegarde de l'emploi et 18 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. 5 500 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région, contre 14 980 au trimestre précédent.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 2^e trimestre 2021

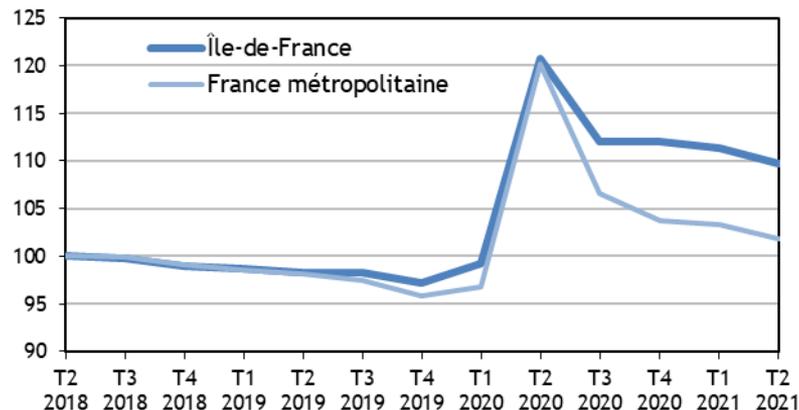
Le recul du nombre de demandeurs d'emploi s'accroît au deuxième trimestre 2021 : -1,5 % en Île-de-France en catégorie A (après -0,6 % au premier trimestre) et -0,3 % en catégories A, B, C (après -0,2 %). Il est proche de celui constaté en France métropolitaine (-1,4 % en catégorie A et -0,5 % en catégories A, B, C).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi diminue nettement en catégorie A (-9,1 %, contre -15,3 % en France métropolitaine) mais augmente en catégories A, B, C (+0,9 %, contre -2,1 % en France métropolitaine).

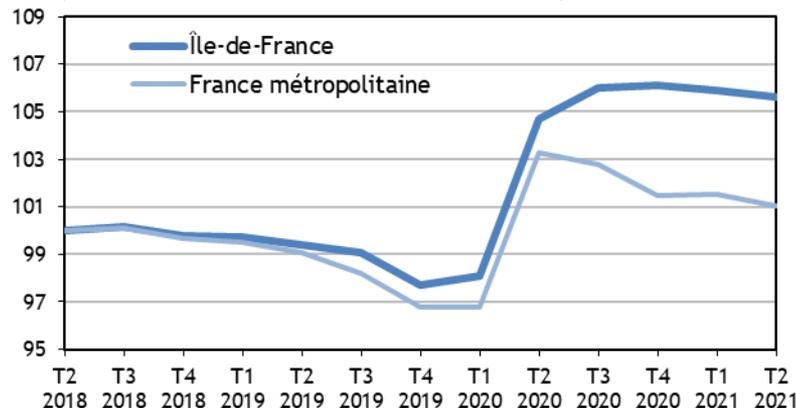
La hausse du nombre de demandeurs non tenus de rechercher un emploi, en raison notamment d'une formation (catégorie D), se maintient à un niveau très élevé (+11,4 % sur le trimestre et +56,6 % sur un an).

2 ^e trimestre 2021	Île-de-France	France métro.	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	739 200	3 510 500	-1,5	-1,4	-9,1	-15,3
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	1 053 920	5 688 700	-0,3	-0,5	0,9	-2,1

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A
(données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trimestre 2018)



Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C
(données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trimestre 2018)



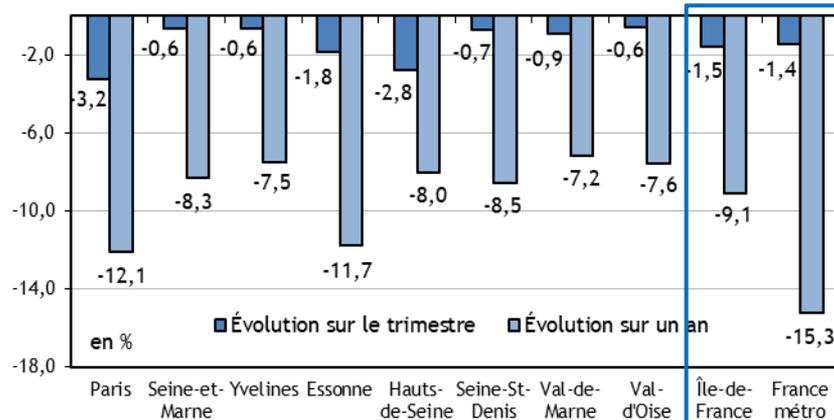
Les demandeurs d'emploi par département au 2^e trimestre 2021

En catégorie A, le nombre de demandeurs d'emploi diminue dans l'ensemble des départements de la région. Paris profite de la baisse la plus prononcée sur le trimestre (-3,2 %) et sur un an (-12,1 %).

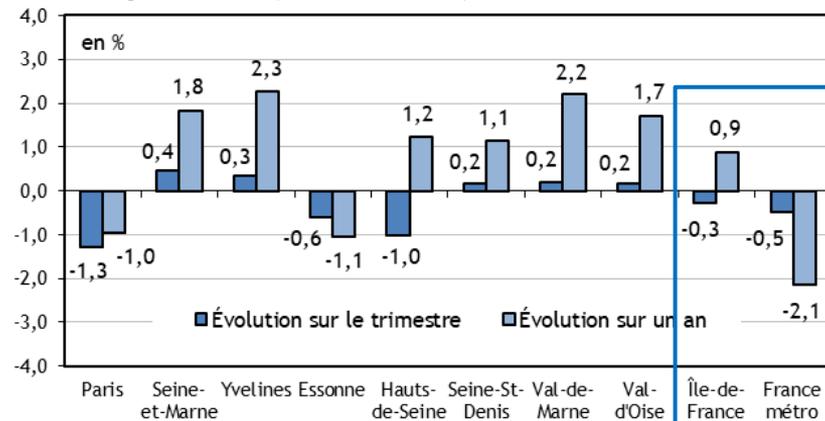
En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente dans la majorité des départements, en particulier en Seine-et-Marne, dans les Yvelines, et dans le Val-de-Marne. À l'inverse, il recule à Paris et en Essonne sur le trimestre et sur un an.

Données CVS-CJO 2 ^e trimestre 2021	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	140 680	-3,2	-12,1	208 170	-1,3	-1,0
Seine-et-Marne	76 490	-0,6	-8,3	111 860	0,4	1,8
Yvelines	72 850	-0,6	-7,5	105 220	0,3	2,3
Essonne	65 240	-1,8	-11,7	96 000	-0,6	-1,1
Hauts-de-Seine	89 070	-2,8	-8,0	125 020	-1,0	1,2
Seine-St-Denis	131 790	-0,7	-8,5	180 900	0,2	1,1
Val-de-Marne	83 430	-0,9	-7,2	116 050	0,2	2,2
Val-d'Oise	79 670	-0,6	-7,6	110 700	0,2	1,7
Île-de-France	739 200	-1,5	-9,1	1 053 920	-0,3	0,9
France métro.	3 510 500	-1,4	-15,3	5 688 700	-0,5	-2,1

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)

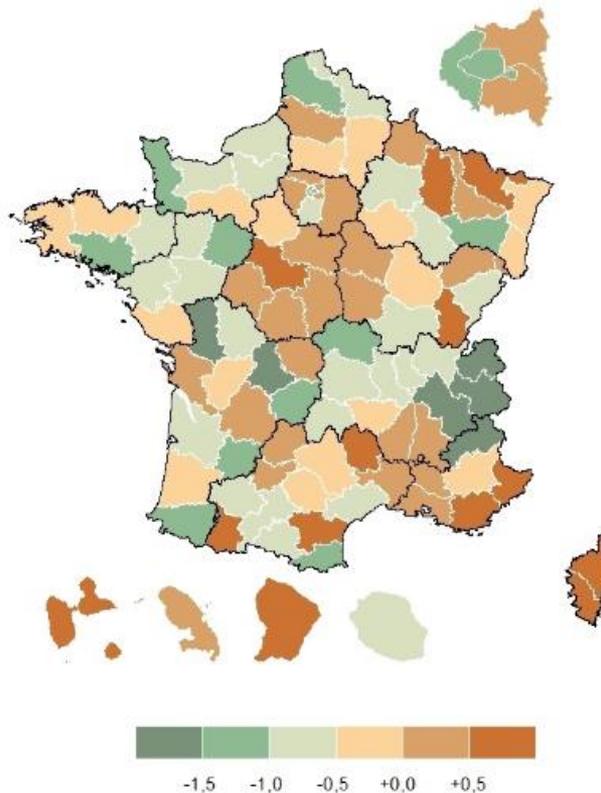


Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégories A, B, C (données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 2^e trimestre 2021 (en %, données CVS-CJO)



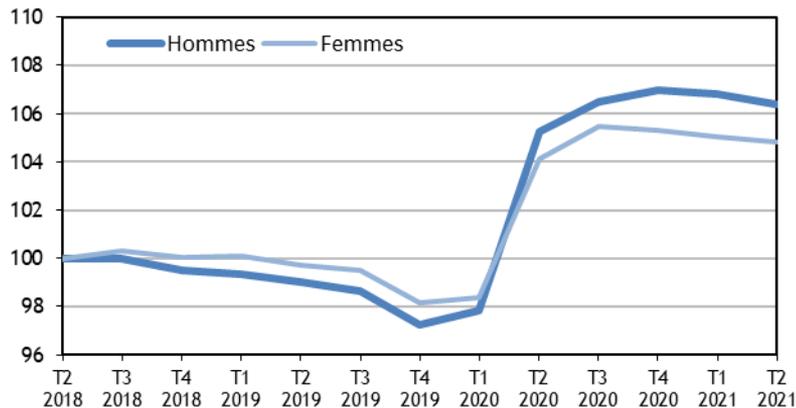
Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 2^e trimestre 2021 (catégories A, B, C)

Sur le trimestre, l'évolution de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C est plus favorable pour les hommes (-0,4 %) que pour les femmes (-0,2 %). Le Val-d'Oise affiche l'écart le plus élevé au sein de la région (-0,4 % pour les hommes, contre +0,7 % pour les femmes).

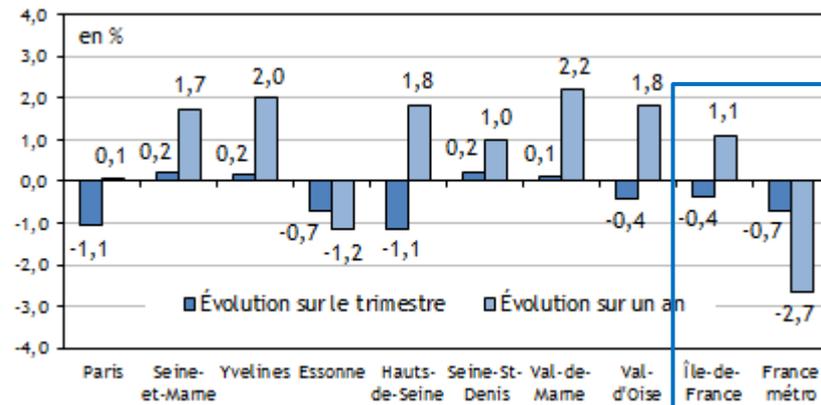
Sur un an, la progression de la demande d'emploi est plus forte pour les hommes (+1,1 %) que pour les femmes (+0,7 %). L'écart atteint de 2,1 points à Paris et 1,2 point dans les Hauts-de-Seine.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe

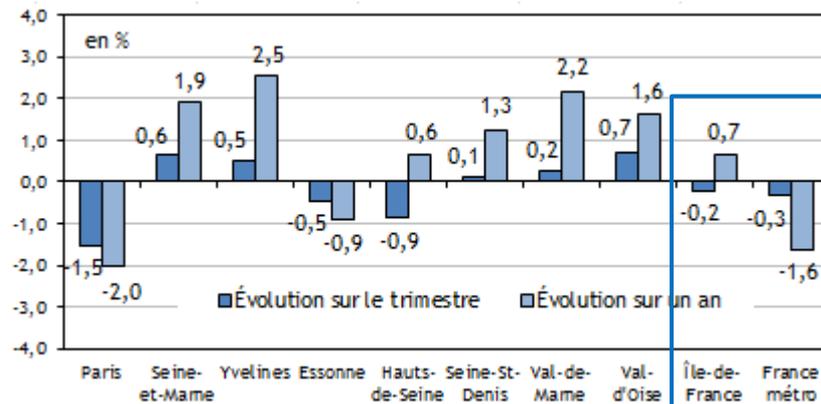
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trim. 2018)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 2^e trimestre 2021 (catégories A, B, C)

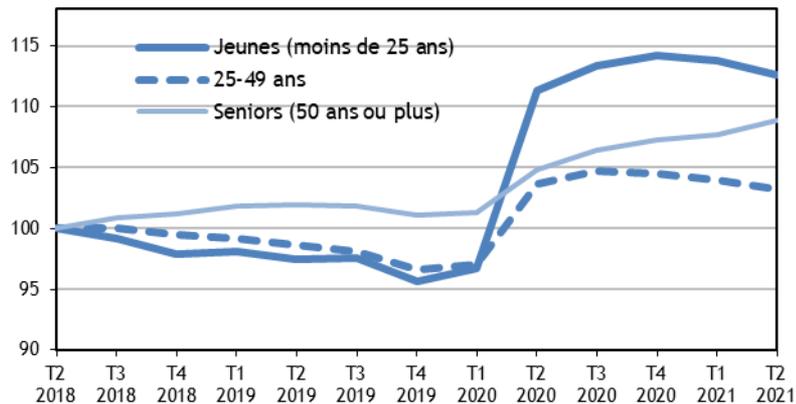
En catégories A, B, C, le nombre des demandeurs d'emploi franciliens de moins de 25 ans recule au deuxième trimestre 2021, bien que moins nettement qu'en France métropolitaine (-1,0 % contre -1,7 %). Cette classe d'âge reste cependant la plus affectée par la crise sanitaire (+1,2 % sur un an et +17,7 % depuis le quatrième trimestre 2019).

Le nombre des demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans diminue également (-0,7 % comme en France métropolitaine). Ces demandeurs représentent 62,9 % de l'ensemble des demandeurs de la région.

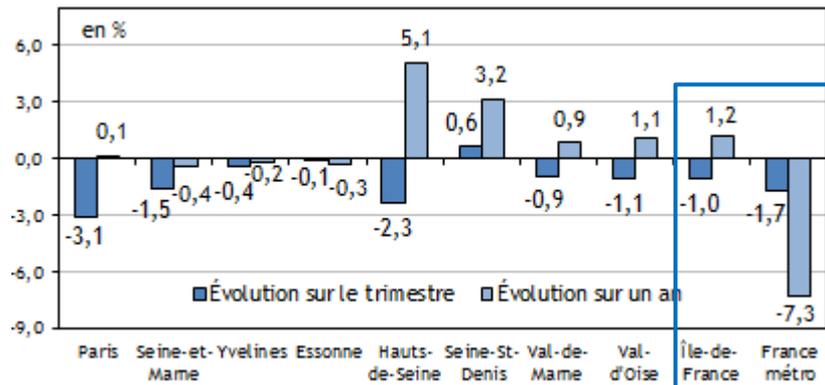
En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus continue de progresser (+1,0 % sur le trimestre et +3,8 % sur un an).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge

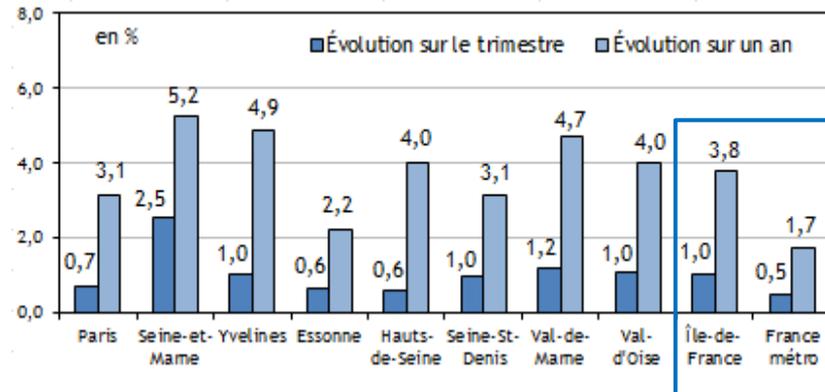
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trim. 2018)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 2^e trimestre 2021

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus se stabilise au deuxième trimestre 2021 (+0,2 %), après une progression continue depuis le premier trimestre 2020. Ces demandeurs de longue durée représentent la moitié des demandeurs d'emploi en Île-de-France (50,1 %), comme en France métropolitaine (50,3 %).

Au premier trimestre 2021, si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit 392 jours à Pôle emploi. C'est 39 jours de moins qu'au quatrième trimestre 2020*.

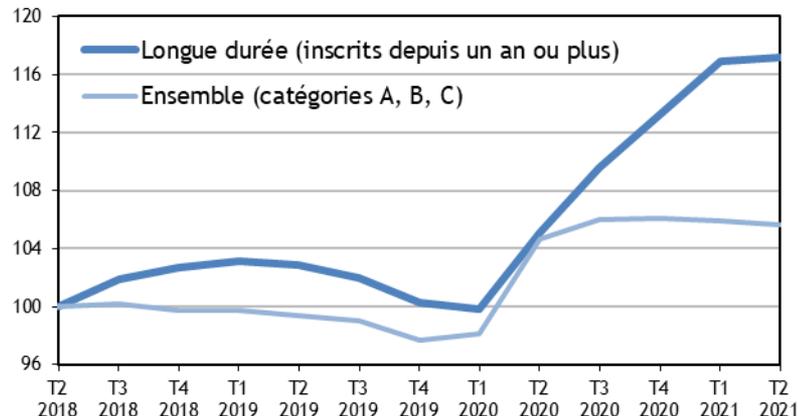
En hausse de 0,2 point sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits payables au RSA en Île-de-France atteint 14,0 % au premier trimestre 2021. Elle varie de 11,2 % en Essonne à 16,8 % en Seine-Saint-Denis.

* « Durée de chômage (1^{er} trimestre 2021) », *Statistiques et indicateurs, août 2021, Pôle emploi.*

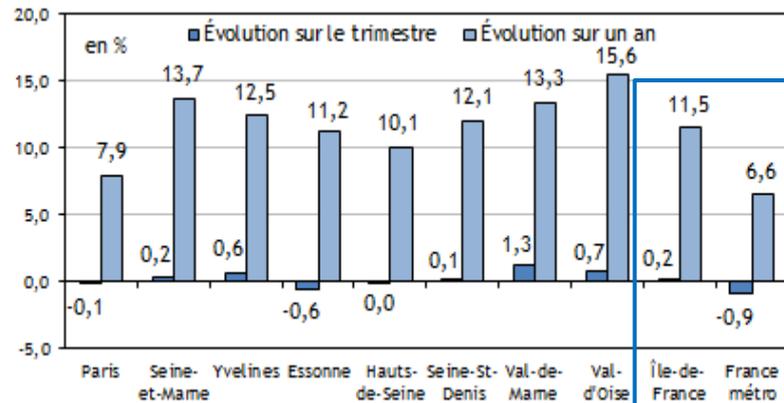
Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA (catégories A, B, C, en %)										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
2 ^e trim. 2021	13,3	13,6	12,8	11,2	14,9	16,8	13,6	13,6	14,0	14,1
2 ^e trim. 2020	13,1	13,4	12,7	11,5	13,9	17,0	13,7	13,9	13,8	13,8

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trim. 2018)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



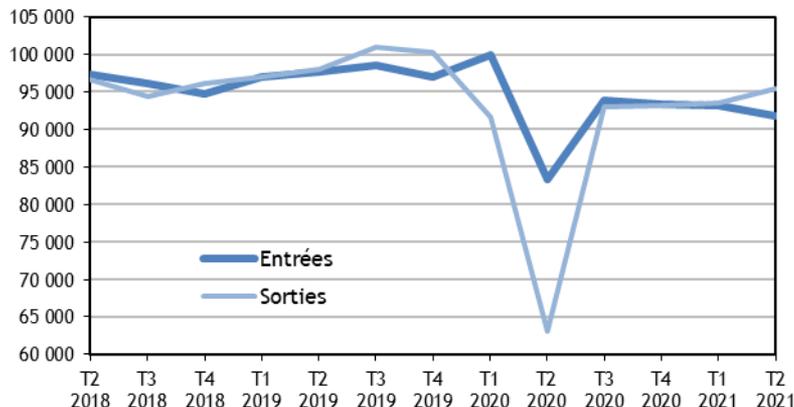
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 2^e trimestre 2021

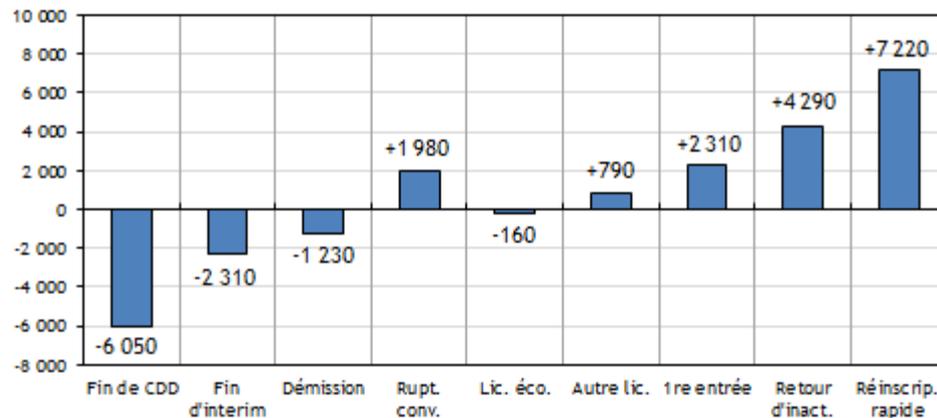
La diminution du nombre de demandeurs d'emploi franciliens en catégories A, B, C sur le deuxième trimestre 2021 intervient dans un contexte de baisse des inscriptions à Pôle emploi (-1,5 %, soit -1 390) et de hausse des sorties de Pôle emploi (+1,9 %, soit +1 800).

Le grand nombre de motifs indéterminés rend délicate l'interprétation des motifs d'entrée et de sortie. Sur un an, l'augmentation du nombre d'inscriptions (+10,3 %) s'explique principalement par la hausse des retours d'inactivité et des premières entrées sur le marché du travail. Parallèlement, la très forte progression du nombre de sorties (+51,1 %) est liée aux reprises d'emploi déclarées ou non déclarées.

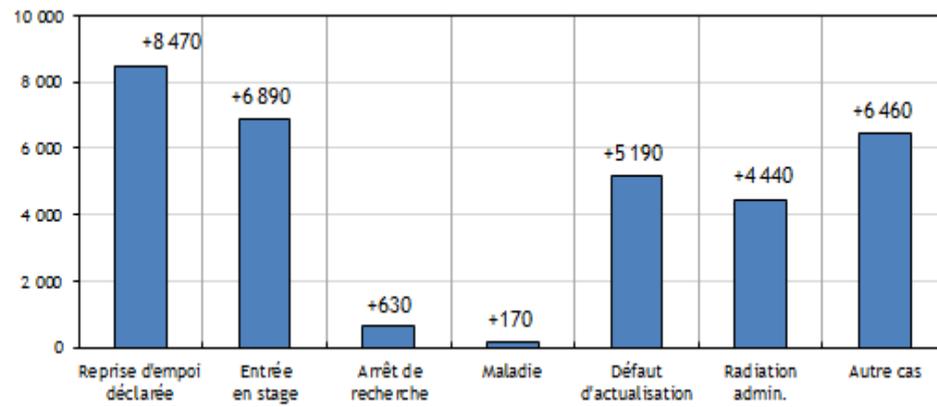
Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Variation sur un an des entrées à Pôle emploi par principaux motifs (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Variation sur un an des sorties de Pôle emploi par principaux motifs (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Le taux de chômage au 1^{er} trimestre 2021

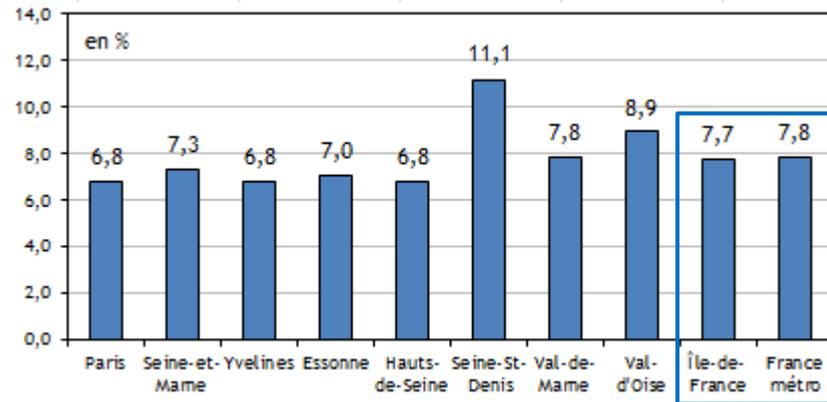
Au premier trimestre 2021, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est stable sur le trimestre à 7,7 % de la population active (Insee), soit 0,5 point au-dessus de son niveau de fin 2019, avant la crise sanitaire.

Cette stabilité tranche avec les fortes variations de l'année 2020 (-0,7 point au deuxième trimestre, +2,1 points au troisième trimestre et -0,7 point au quatrième trimestre). Après avoir progressé de 0,7 point sur un an, contre + 0,2 point en France métropolitaine, le taux de chômage francilien est très proche du taux de chômage métropolitain (7,8 %).

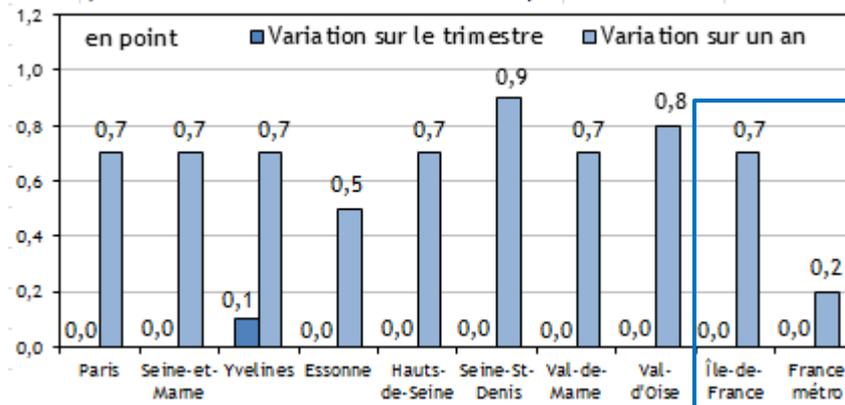
Dans l'ensemble des départements de la région, le taux de chômage est stable par rapport au quatrième trimestre 2020, à l'exception des Yvelines (+0,1 point). Au premier trimestre 2021, la Seine-Saint-Denis (11,1 %), le Val-d'Oise (8,9 %) et le Val-de-Marne (7,8 %) connaissent les taux les plus élevés. Paris, les Yvelines et les Hauts-de-Seine enregistrent les taux les plus faibles (6,8 %).

En France, « début 2021, la quasi-stabilité du taux de chômage résulte à la fois de celle du taux d'emploi et de la persistance d'un comportement de retrait d'activité, du fait de la crise et du maintien de restrictions sanitaires ». (Insee, Informations Rapides n°167 du 29/06/2021).

Taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2021
(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 4^e trimestre 2020 et le 1^{er} trimestre 2021 (données CVS-CJO semi-définitives)



Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi au 2^e trimestre 2021

Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de Pôle emploi, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion de l'emploi.

Au deuxième trimestre 2021, 39 810 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 27 550 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

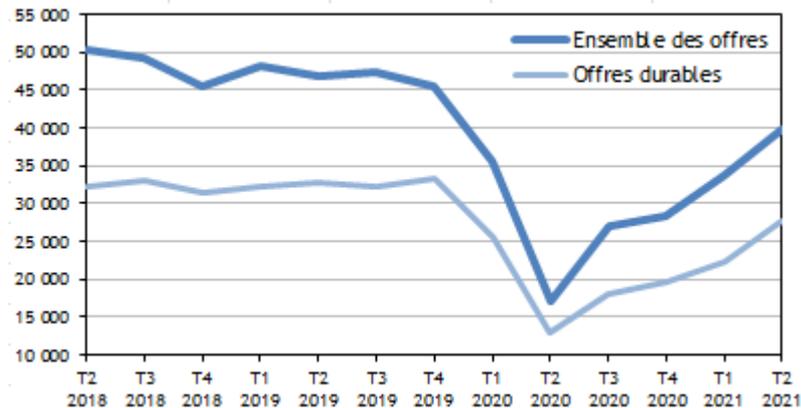
La croissance des offres d'emploi se maintient sur le trimestre (+18,2 %). L'augmentation du nombre d'offres durables est, quant à elle, plus prononcée qu'au premier trimestre (+23,1 %, après +14,4 %).

Ainsi, après avoir perdu 62,3 % entre le quatrième trimestre 2019 et le deuxième trimestre 2020, le nombre d'offres d'emploi a, depuis, progressé de 132 %.

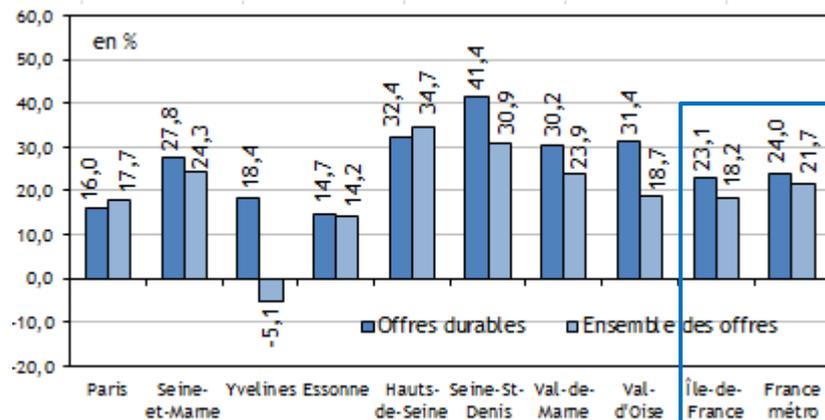
Au sein de la région, les évolutions des offres collectées par Pôle emploi sur le trimestre vont de +14,7 % en Essonne à +41,4 % en Seine-Saint-Denis. Sur un an, les offres ne reculent que dans les Yvelines (-5,1 %).

* Ensemble des offres directement déposées à Pôle emploi.

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 1^{er} trimestre 2021

Près de 1 257 650 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au premier trimestre 2021 en Île-de-France, dont 343 310 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

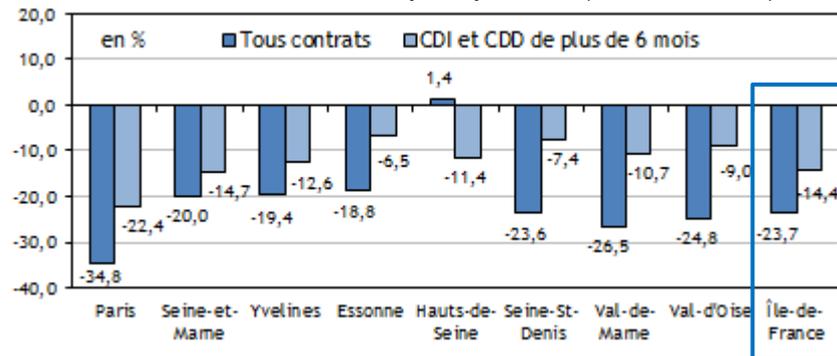
Au premier trimestre 2021, le nombre de DPAE diminue nettement en Île-de-France par rapport au premier trimestre 2020 : -23,7 % pour l'ensemble des contrats et -14,4 % pour les contrats durables.

Au sein de la région, Paris affiche les plus fortes baisses sur la période (-34,8 % pour l'ensemble des contrats et -22,4 % pour les contrats durables). Seules les Hauts-de-Seine profitent d'une hausse des DPAE tous contrats confondus (+1,4 %).

Les DPAE en contrats durables reculent dans les services (-17,6 %), le commerce (-16,0 %), l'industrie (-13,1 %) et l'agriculture (-10,6 %). Ils augmentent dans la construction (+6,4 %).

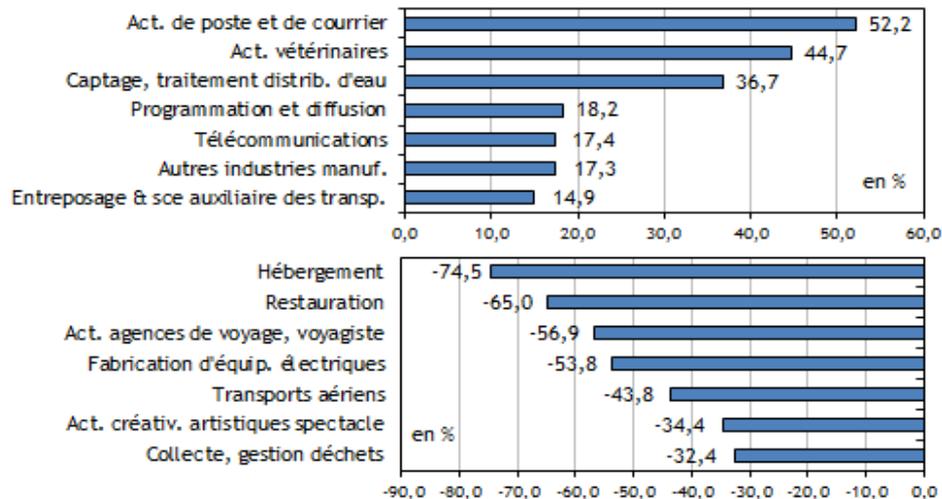
Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (poste-courrier, vétérinaires et captage, traitement-distribution d'eau) et ceux qui connaissent les plus fortes baisses (hébergement-restauration, agences de voyage, fabrication d'équipements électriques).

Évolution annuelle des DPAE par département (T1 2021 / T1 2020)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs

7 plus fortes hausses / 7 plus fortes baisses (T1 2021 / T1 2020)



L'activité intérimaire au 1^{er} trimestre 2021

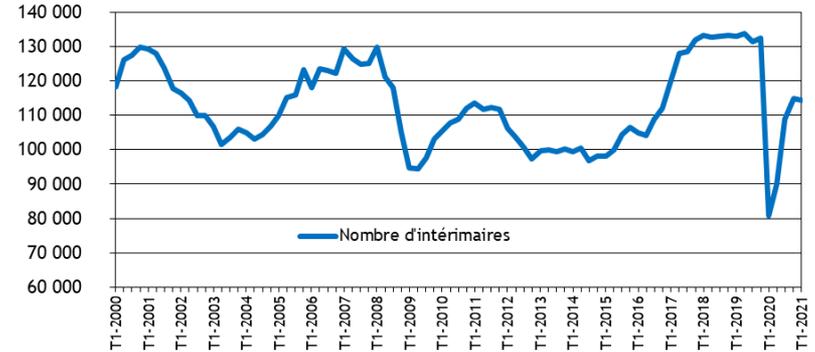
Après un recul historique en début d'année et une reprise au cours des trois derniers trimestres de 2020, l'emploi intérimaire francilien est en très légère baisse au 1^{er} trimestre 2021 : -0,5 % soit - 600 intérimaires par rapport au 4^e trimestre (après +5,6 % au 4^e trimestre, soit + 6 100 intérimaires, données CVS). Dans le même temps, en France métropolitaine, l'emploi intérimaire enregistre une faible hausse : +0,3 % ce trimestre, après une hausse de +5,0 % au 4^e trimestre. Ainsi, l'emploi intérimaire ne se rapproche que partiellement de son niveau d'avant-crise : fin mars 2021, le nombre d'intérimaires se situe à 86 % du niveau qui prévalait fin décembre 2019.

Les évolutions ne sont pas homogènes suivant les secteurs d'activité. Ainsi, l'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en hausse de 2,2 % (+400) après +4,7 % au 4^e trimestre 2020. En particulier les industries agroalimentaires et la métallurgie voient leur emploi intérimaire en augmentation de 14,3% et 11,8 %. L'emploi intérimaire dans l'industrie reste toutefois très inférieur à son niveau d'avant crise (83 % du niveau de fin 2019).

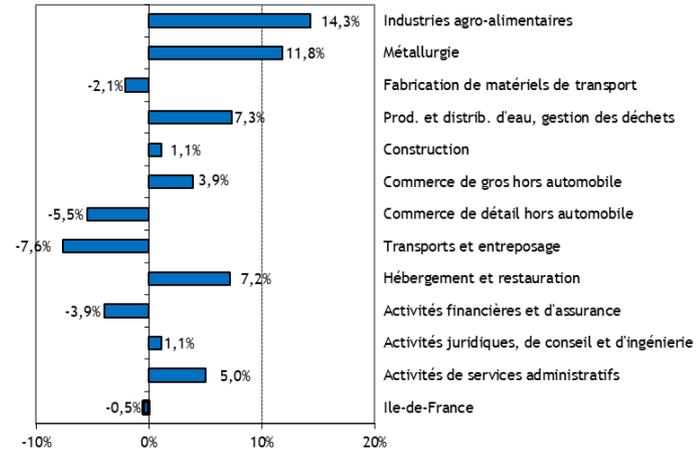
La hausse est plus faible dans la construction : +1,1 % (+300) après des hausses de 28,3% au 3^e trimestre 2020 et 8,6 % au 4^e trimestre 2020. Le nombre d'intérimaires dans la construction atteint au final le même niveau que celui de fin décembre 2019.

Dans le secteur tertiaire, l'emploi intérimaire recule de 1,8 % (soit -1 300 intérimaires), après +4,8 % au 4^e trimestre 2020. Ainsi, le nombre d'intérimaires se situe à 82 % du niveau qui prévalait fin décembre 2019. Le nombre d'intérimaires dans l'hébergement/restauration, après une forte baisse au cours du 4^e trimestre 2020 (-35,8 %), est en nette hausse ce trimestre : +7,2 %. A contrario, l'utilisation de l'intérim dans le transport/entreposage et le commerce de détail est en net recul (resp. -7,6 % et -5,5 % entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 4^e trimestre 2020).

Évolution du nombre d'intérimaires en fin de trimestre (données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaire en fin de trimestre par principaux secteurs d'activité (données CVS)



L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2021

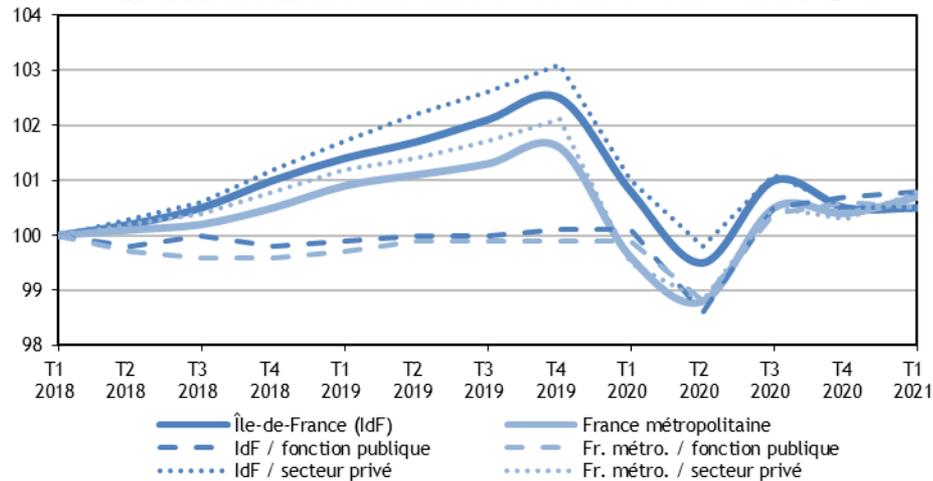
À partir de la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) a été modifié et étendu aux niveaux sectoriel et géographique. Ont ainsi été ajoutés l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Au niveau géographique le champ des ETE a été étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).

Au premier trimestre 2021, l'emploi salarié francilien est quasi stable par rapport au quatrième trimestre 2020 (+1 060 emplois en données CVS). L'emploi est stable dans le secteur privé et progresse légèrement dans la fonction publique (+0,1 %, soit +900). Il augmente, en revanche, en France métropolitaine (+0,3 %).

Sur un an, le recul de l'emploi salarié (-0,3 %, soit -15 510, contre +1,1 % en France métropolitaine) est imputable au secteur privé (-0,5 %, contre +0,6 % dans la fonction publique).

Au sein de la région, sur le trimestre, l'emploi salarié enregistre sa plus forte hausse dans le Val-de-Marne (+0,4 %), tandis qu'il diminue à Paris, dans les Yvelines et dans le Val-d'Oise. Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié varie de -1,0 % dans les Hauts-de-Seine à +1,2 % en Seine-Saint-Denis.

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 1^{er} trimestre 2018)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T1 2021	T1 2021 / T4 2020		T1 2021 / T1 2020	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 804 320	-4 220	-0,2	-15 440	-0,8
Seine-et-Marne	467 060	730	0,2	1 120	0,2
Yvelines	530 040	-670	-0,1	-4 400	-0,8
Essonne	452 560	90	0,0	3 320	0,7
Hauts-de-Seine	1 058 660	1 490	0,1	-10 540	-1,0
Seine-Saint-Denis	632 010	1 640	0,3	7 260	1,2
Val-de-Marne	533 080	2 380	0,4	750	0,1
Val-d'Oise	378 520	-370	-0,1	2 410	0,6
Île-de-France	5 856 260	1 060	0,0	-15 510	-0,3
France métro.	24 761 330	81 910	0,3	265 770	1,1

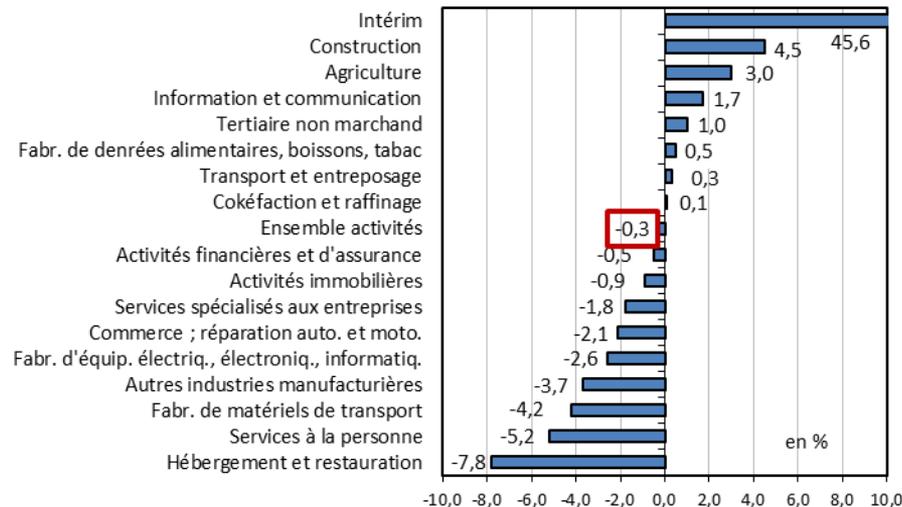
L'emploi salarié par secteur au 1^{er} trimestre 2021

Entre le quatrième trimestre 2020 et le premier trimestre 2021, l'emploi salarié francilien augmente dans la construction (+3 580 emplois) et le tertiaire non marchand (+2 960). En revanche, il diminue dans l'intérim (-2 410), l'industrie (-1 620), le commerce (-1 300) et l'agriculture (-130).

En un an, le nombre d'emplois salariés augmente très nettement dans l'intérim (+35 760 emplois, soit +45,6 % des effectifs du secteur). L'emploi salarié est également en croissance dans le tertiaire non marchand (+15 530, soit +1,0 %), la construction (+13 590, soit +4,5 %) et l'agriculture (+3,0 %) mais la contribution de l'emploi agricole dans l'emploi global est marginal.

À l'inverse, les services marchands hors intérim connaissent une baisse de leurs emplois salariés par rapport au premier trimestre 2020 (-55 080, soit -1,9 %), en particulier dans l'hébergement-restauration (-7,8 %) et les services à la personne (-5,2 %). C'est également le cas du commerce (-15 220, soit -2,1 %) et de l'industrie (-10 270, soit -2,4 %).

Évolution de l'emploi salarié entre le 1^{er} trimestre 2020 et le 1^{er} trimestre 2021 dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T1 2021	T1 2021 / T4 2020		T1 2021 / T1 2020	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	6 010	-130	-2,2	170	3,0
Industrie	422 670	-1 620	-0,4	-10 270	-2,4
Construction	314 380	3 580	1,2	13 590	4,5
Commerce	694 080	-1 300	-0,2	-15 220	-2,1
Services marchands hors intérim	2 800 810	-30	0,0	-55 080	-1,9
Tertiaire non marchand	1 504 180	2 960	0,2	15 530	1,0
Intérim	114 130	-2 410	-2,1	35 760	45,6
Secteur privé	4 720 430	160	0,0	-22 700	-0,5
Fonction Publique	1 135 830	900	0,1	7 190	0,6
Ensemble des secteurs	5 856 260	1 060	0,0	-15 510	-0,3

Les tensions sur le marché du travail francilien au 2^e trimestre 2021

Les statistiques sur la demande d'emploi par métier demandé et sur les métiers en tension ne sont plus diffusées car la mise en place de nouvelles procédures de production à Pôle emploi a affecté leur qualité.

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,51 point en moyenne au deuxième trimestre 2021, soit 51 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » augmente de 0,27 point par rapport à celui du deuxième trimestre 2020. Cette évolution s'explique par une très forte hausse du nombre d'offres d'emploi collectées (+135 % sur un an).

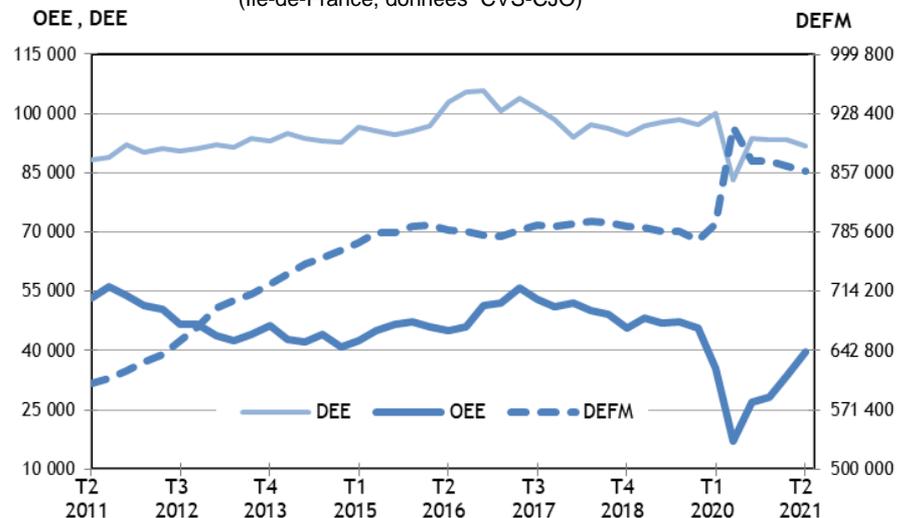
De son côté, le recul du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B (-6,6 % en données brutes) va dans le sens d'un accroissement des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement est quasi stable sur le trimestre : 58,6 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au deuxième trimestre 2021. Ce taux est supérieur à son niveau du deuxième trimestre 2020 (53,1 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 67,8 %. Il perd 6,4 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (77,8 %) est plus faible qu'au trimestre précédent (78,7 %) mais plus élevé qu'au deuxième trimestre 2020 (71,0 %).

Les tensions sur le marché du travail
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : Demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B.

Les demandes d'activité partielle au 2^e trimestre 2021

En Île-de-France, au cours du deuxième trimestre 2021, plus de 111 000 décisions d'autorisations d'activité partielle* ont été notifiées par les services des Dreets/Drieets. Le nombre de décisions est en hausse par rapport au trimestre précédent. Elles correspondent à 745 millions d'heures autorisées à être chômées.

Paris, avec près de 43 000 autorisations, concentre 39 % des heures d'activité partielle dans la région, ce qui correspond à près de 289 millions d'heures autorisées. Plus de la moitié de ces dossiers sont dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration et du commerce.

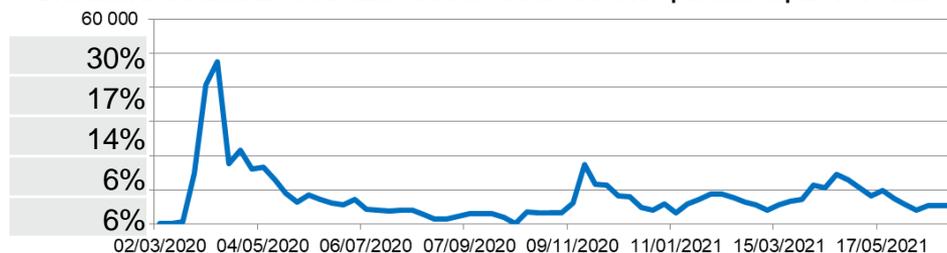
Entre le 1^{er} mars 2020 et le 30 juin 2021, près de 554 000 décisions d'autorisations d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Dreets/Drieet Île-de-France, avec un pic au cours de la semaine du 6 avril 2020 (près de 50 000 décisions en une semaine). Ensuite, on constate une baisse progressive, puis un rebond en novembre, pour atteindre en moyenne 37 000 autorisations par mois sur le 2^e trimestre 2021 (50 000 sur le mois d'avril).

Quatre secteurs concentrent près de 70 % du nombre d'heures autorisées : l'hébergement-restauration (30 %), le commerce (17 %), les activités de services administratifs et de soutien (14 %) et les transports et entreposage (6 %).

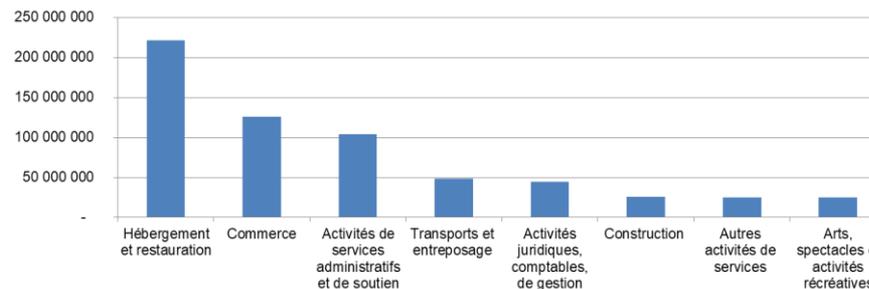
* Habituellement, on utilise dans cette synthèse uniquement les décisions ayant le motif de recours « Conjoncture économique ». En raison du contexte actuel, cette synthèse regroupe tous les motifs.

Autorisations d'activité partielle et heures associés au T2 2021	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	111 440	42 811	9 055	9 302	7 469	13 528	12 291	8 929	8 055
Janvier	51 772	20 113	4 268	4 356	3 609	6 166	5 414	4 151	3 695
Février	37 323	13 876	3 116	3 179	2 548	4 609	4 277	3 027	2 691
Mars	22 345	8 822	1 671	1 767	1 312	2 753	2 600	1 751	1 669
heures (en milliers)	744 965	288 924	56 443	59 451	44 926	111 541	78 942	56 356	48 382
Janvier	330 973	126 181	23 782	31 220	23 209	48 011	33 641	25 858	19 070
Février	221 983	77 445	20 725	17 676	10 345	42 336	24 345	14 463	14 648
Mars	192 009	85 298	11 936	10 555	11 372	21 193	20 956	16 035	14 664

Évolution hebdomadaire du nombre d'autorisations d'activité partielle depuis le 1^{er} mars 2020



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 2^e trimestre 2021



Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 2^e trimestre 2021

Au deuxième trimestre 2021, 67 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 18 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 4 710 emplois menacés* par des PSE et 770 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Le nombre global d'emplois menacés est en baisse en comparaison aux trimestres précédents : T2 2020 (9 900), T3 2020 (15 000), T4 2020 (22 500), T1 2021 (15 300) et T2 2021 (5 500).

Au deuxième trimestre 2021, les trois principaux secteurs cumulant le plus d'emplois menacés sont : le transport et l'entreposage (960), le commerce (840) et les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (800). Ce sont de petits secteurs de l'industrie qui sont toutefois les plus affectés en proportion à leur emploi local. Le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé dans les Hauts-de-Seine, où l'impact sur l'emploi local est aussi le plus élevé.

Sur l'ensemble de l'année 2020, les principaux secteurs concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC étaient : les transports et entreposage (8 900 emplois menacés), les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (7 700), le commerce (7 100) et l'hébergement et la restauration (6 650).

* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.

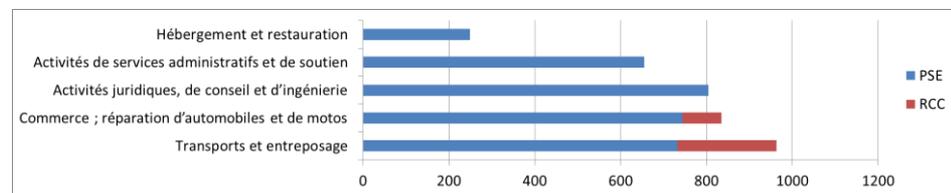
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS d'Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
PSE au T2 en 2021	67	20	2	2	5	21	5	3	9
PSE en 2021 (T1 et T2)	183	65	5	8	15	50	16	10	14
RCC au T2 en 2021	18	6	1	3	0	4	3	0	1
RCC en 2021 (T1 et T2)	37	11	2	6	0	11	4	2	1

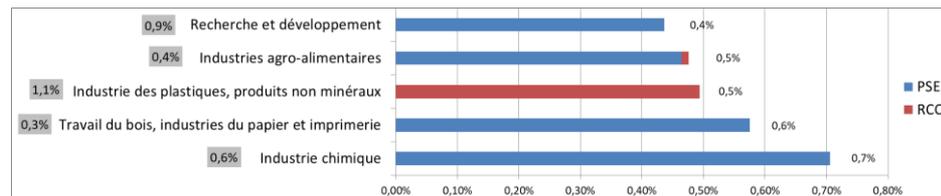
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par territoire impacté	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T2 en 2021	4 710	1 030	570	150	340	1 780	410	130	300
Emplois menacés par des PSE en 2021 (T1 et T2)	18 380	4 270	790	660	660	3 280	1 650	3 060	4 010
Emplois menacés par des RCC au T2 en 2021	770	200	10	20	- de 10	220	230	- de 10	90
Emplois menacés par des RCC en 2021 (T1 et T2)	2 420	290	30	1 000	- de 10	590	260	160	90

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T2 2021



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion à l'emploi local au T2 2021



Poids dans l'emploi francilien (à gauche)

Emplois menacés dans l'ensemble des établissements localisés en Île-de-France pour 100 salariés (à droite)

Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation

Directeur de publication : Gaëtan Rudant

Étude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@drieets.gouv.fr
Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers
Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Drieets Île-de-France sont téléchargeables sur <https://idf.drieets.gouv.fr>



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**